Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 1er mars 1999
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Comptes économiques et financiers nationaux,** 1998 et quatrième trimestre de 1998 — 2
  La croissance économique réelle s'est accélérée pour atteindre 1,1 % au quatrième trimestre de 1998, soit plus de deux fois la croissance observée lors des deux trimestres précédents. Le produit intérieur brut a augmenté de 3,0 % pour l'année.
- **Balance des paiements internationaux du Canada,** 1998 et quatrième trimestre de 1998 — 10
  Au quatrième trimestre, le déficit désaisonnalisé du compte courant du Canada a augmenté pour atteindre 5,2 milliards de dollars et s'établit maintenant à 18,4 milliards de dollars pour l'ensemble de 1998.
- **Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs,** décembre 1998 — 17
  En décembre, le produit intérieur brut a enregistré une progression de 0,4 %, la cinquième hausse consécutive depuis l'accalmie survenue en milieu d'année. Cette vigueur de l'économie au cours des derniers mois de 1998 est en partie attribuable aux reprises qui ont suivi des grèves.

NOUVELLES PARUTIONS — 21

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Comptes économiques et financiers nationaux

1998 et quatrième trimestre de 1998

Le produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 1,1 % au quatrième trimestre de 1998, soit plus de deux fois le taux observé lors des deux trimestres précédents. Le PIB a augmenté de 3,0 % pour l'année. L'accélération de la production au quatrième trimestre est largement imputable à l'industrie automobile et traduit non seulement une reprise après les conflits de travail de l'été dernier, mais aussi un effort pour regarnir les stocks au Canada et aux États-Unis. En réponse à la demande américaine, les exportations canadiennes de véhicules ont bondi de près de 25 %.

Les détaillants et les grossistes ont reconstitué leurs stocks, après une réduction au troisième trimestre. Les stocks de véhicules représentent une part importante de cette augmentation, la poussée des importations et de la production intérieure contribuant à neutraliser le recul du trimestre précédent.

Produit intérieur brut aux prix de 1992[1]

	Var.	Var. annualisée	Var. d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 1998	0,8	3,2	3,9
Deuxième trimestre de 1998	0,4	1,5	3,0
Troisième trimestre de 1998	0,4	1,7	2,3
Quatrième trimestre de 1998	1,1	4,6	2,8
1998	3,0	...	3,0

[1] *La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.*

... *N'ayant pas lieu de figurer.*

En baisse sensible plus tôt dans l'année, l'investissement en logements a repris de la vigueur et a progressé de 0,6 %. Le marché de la revente s'est replié, recul entièrement effacé par le regain de fermeté dans la construction de logements neufs et les rénovations.

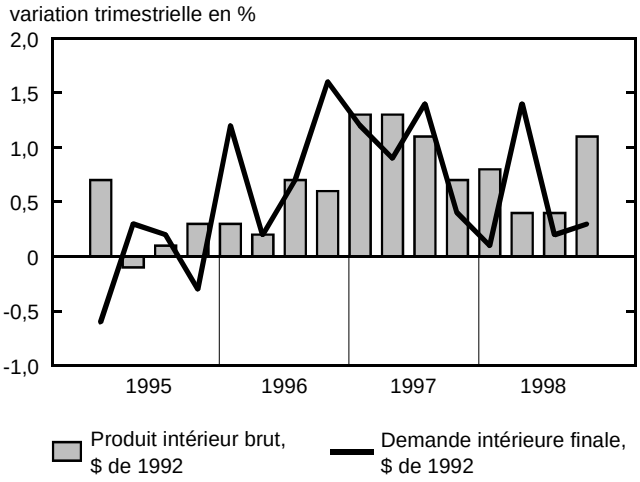
La croissance de l'investissement des entreprises en machines et matériel s'est accentuée au quatrième trimestre (+1,9 %), la hausse touchant surtout les ordinateurs et le matériel de transport.

La croissance des bénéfices des sociétés a repris, après une baisse de trois trimestres. La branche des véhicules, pièces et accessoires a contribué à la hausse, les revenus étant stimulés par une demande à l'exportation accrue.

Le revenu des particuliers s'est accéléré, par suite du raffermissement des salaires et traitements après les conflits de travail du troisième trimestre. Les dépenses de consommation ont à peine augmenté en termes réels (+0,2 %), poursuivant le ralentissement amorcé au troisième trimestre.

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont reculé de 0,4 %.

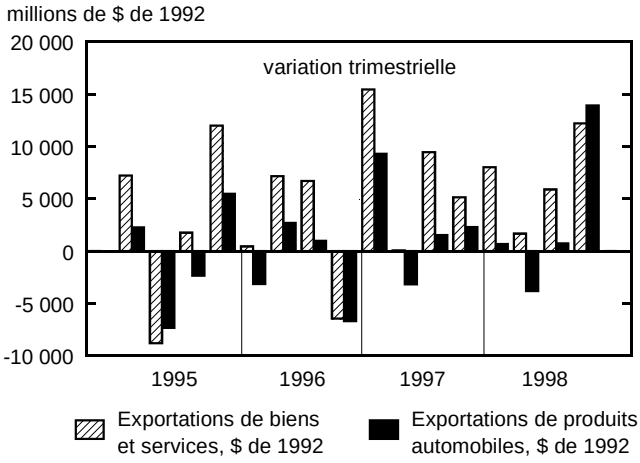
La hausse des exportations soutient la croissance du produit intérieur brut



Envolée des exportations automobiles

Les exportations de produits automobiles ont grimpé de presque 25 % au quatrième trimestre, les détaillants américains ayant regarni les stocks réduits par la grève chez General Motors au cours de l'été. D'autres compagnies automobiles ont aussi réagi à l'accroissement de la demande aux États-Unis par des quarts de travail supplémentaires et en lançant de nouveaux modèles.

Les automobiles stimulent la croissance des exportations



On note aussi une hausse sensible des exportations de produits de l'agriculture et de la pêche (+5,5 %), de produits de la forêt (+4,4 %) et de services commerciaux (+2,7 %).

Les entreprises regarnissent leurs stocks

Les détaillants et les grossistes ont commencé à reconstituer les stocks au quatrième trimestre, après une baisse appréciable au troisième. Le revirement des stocks commerciaux non agricoles a ajouté plus de 6 milliards de dollars au PIB.

Le commerce de détail a effacé l'essentiel de la baisse des stocks au troisième trimestre, grâce surtout à la hausse des stocks de véhicules. L'accumulation de ces derniers est imputable à la poussée des importations et de la production intérieure.

Les grossistes ont également accru les stocks, surtout ceux en biens durables. Les fabricants, en revanche, les ont liquidés; la réduction des stocks de biens durables de 1,7 milliard de dollars est en partie compensée par une plus faible accumulation des biens non durables.

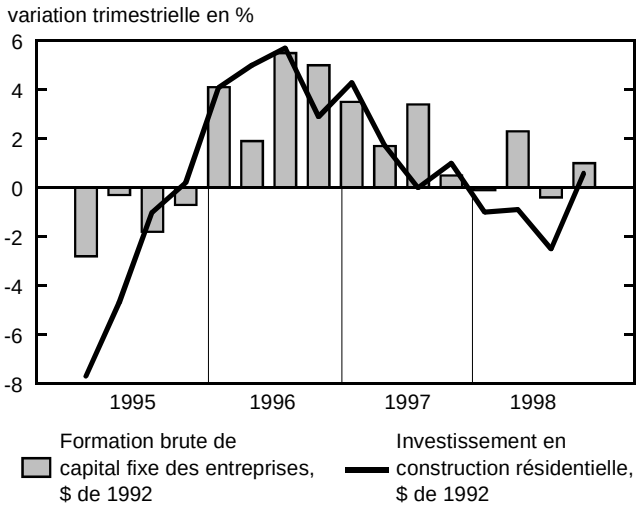
Meilleure conjoncture dans l'habitation

Après trois trimestres de baisse, l'investissement en construction résidentielle s'est accru de 0,6 %. Des progressions appréciables dans la construction résidentielle neuve et les rénovations ont été en partie compensées par une chute des coûts de transfert de propriété pour les maisons existantes.

L'activité dans la construction résidentielle neuve a augmenté de 3,3 %, en parallèle à l'augmentation des mises en chantier en zone urbaine. On a observé de fortes mises en chantier au quatrième trimestre, notamment en Ontario où la hausse trimestrielle a atteint près de 20 %. Au total, le nombre de mises en chantier est quelque peu inférieur à son sommet d'environ 128 000 unités au premier trimestre (au taux annuel).

Les rénovations se sont redressées (+1,5 %) après deux baisses trimestrielles. Le repli sur le marché de la revente des logements a compensé en partie les gains dans la construction, les coûts de transfert de propriété chutant de 8,0 % après une forte hausse au milieu de l'année.

La construction résidentielle reprend



Raffermissement de l'investissement en machines et matériel

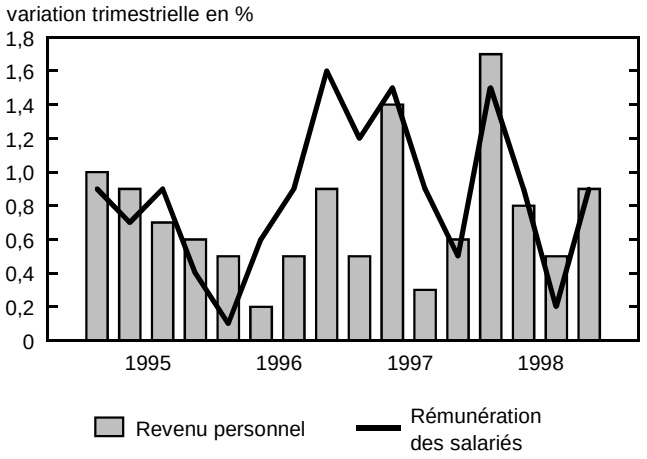
L'investissement des entreprises en machines et matériel a continué de progresser, grimpant de 1,9 % au quatrième trimestre. La hausse en parallèle des emprunts des sociétés s'est traduite par une demande accrue de fonds sur les marchés financiers. La croissance de l'investissement est surtout attribuable aux ordinateurs et autre matériel de bureau, en hausse de 5,0 %, après des augmentations encore plus élevées plus tôt cette année. L'investissement en matériel de transport autre que les véhicules a aussi contribué au gain d'ensemble, la forte hausse (+9,0 %) dépassant même celle des deux trimestres précédents.

L'investissement en ouvrages non résidentiels a baissé légèrement (-0,2 %), la hausse dans le bâtiment compensant presque la baisse dans les ouvrages de génie.

Hausse du revenu personnel et ralentissement des dépenses de consommation

Le revenu personnel s'est raffermi (+0,9 %), après avoir ralenti quelque peu aux deux trimestres précédents. La rémunération des salariés s'est accrue de 0,9 %, après la croissance moins forte du troisième trimestre (+0,2 %) à cause des grèves. Les augmentations ont touché un grand nombre de branches d'activité, avec des hausses notables dans la fabrication, la construction et les services commerciaux. Le revenu net des entreprises individuelles a aussi contribué à rehausser le revenu personnel au quatrième trimestre.

La croissance du revenu personnel rebondit



Les dépenses de consommation ont ralenti (+0,2 %), poursuivant la décélération observée au troisième trimestre. Les dépenses en biens durables ont plafonné, surtout à cause de la baisse des dépenses en véhicules. On note de légères baisses dans les autres biens, tels que les boissons alcoolisées, l'électricité, les vêtements et les chaussures. Les achats de services de consommation ont augmenté de 0,6 %; le transport aérien a connu une forte hausse après la grève du troisième trimestre.

La croissance du revenu personnel et le ralentissement des dépenses personnelles ont fait grimper le taux d'épargne à 0,8 %.

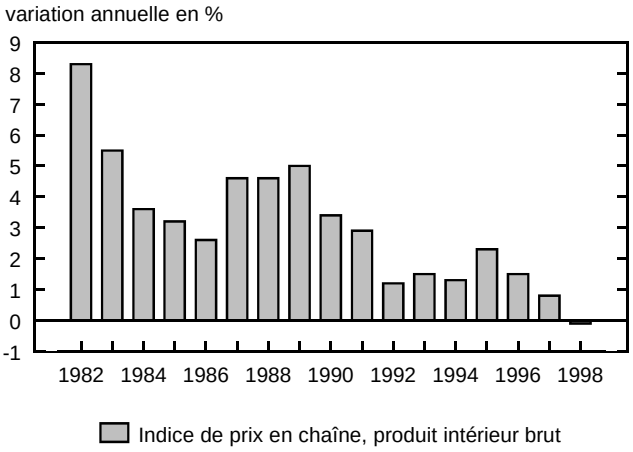
Résultats de 1998

Baisse générale des prix de l'économie

Le niveau global des prix, mesuré par l'indice de prix en chaîne du PIB, a fléchi de 0,1 % en 1998, une première baisse annuelle depuis des dizaines d'années. La faiblesse de la demande internationale a réduit le prix d'un grand nombre de produits primaires. Le prix du pétrole brut a reculé de 27,4 % en 1998, surtout en raison d'une offre excédentaire sur les marchés mondiaux. Le prix des métaux non ferreux a diminué de 13,4 % et celui du bois, de 15,0 %. Le prix des produits agricoles, notamment des céréales et du porc, a aussi chuté de façon importante.

En revanche, les prix à l'importation ont été assez fermes (+3,8 %), surtout en raison du taux de change; ceci a entraîné une hausse de 1,2 % de l'indice de prix en chaîne de la demande intérieure finale en 1998.

Baisse des prix dans l'ensemble de l'économie



La faiblesse des prix et les grèves se répercutent sur les bénéfices des sociétés

La faiblesse des prix des produits primaires s'est répercutée sur les bénéfices des sociétés durant l'année, et les revenus des sociétés du secteur primaire se sont effondrés. Au total, les bénéfices ont reculé de 5,3 % en 1998, malgré les bons résultats en fin d'année. Les bénéfices ont baissé dans des branches primaires, notamment celles du pétrole et du gaz naturel, de la sidérurgie et des produits connexes, ainsi que de la première transformation des métaux.

Les bénéfices dans les services de transport ont été touchés par les conflits de travail, une grève dans le transport aérien à la mi-année et les programmes

de promotion subséquents ayant nui aux revenus des sociétés. L'industrie automobile a aussi été affectée par des arrêts de travail par suite de grèves aux États-Unis.

Progression du revenu personnel

Le revenu personnel a augmenté de 3,8 % en 1998, un des meilleurs résultats annuels depuis le début de la décennie à l'exception d'une hausse de 4,0 % en 1995. L'augmentation est surtout attribuable au revenu du travail; on observe aussi une progression notable du revenu net des entreprises individuelles (+6,5 %). Les intérêts, dividendes et revenus divers de placements se sont raffermis tout au long de l'année 1998 (+3,4 %).

La progression des impôts sur le revenu et des autres transferts aux administrations (+5,8 %) ayant dépassé celle du revenu personnel, le revenu disponible s'est accru de 3,1 %. Les dépenses de consommation ont augmenté de 4,0 % en termes nominaux, faisant tomber le taux d'épargne à 1,2 % pour l'année.

Robuste croissance de l'investissement des entreprises en usines et matériel

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en équipement a fortement grimpé en 1998 (+6,7 %). Le bâtiment a progressé de 5,2 %, tandis que les ouvrages de génie ont beaucoup ralenti (+0,2 %) après les résultats exceptionnels en 1997 dans le secteur du pétrole et du gaz naturel.

L'investissement en machines et matériel a enregistré une robuste progression de 9,8 % durant l'année, dominée par les ordinateurs et autre matériel de bureau, en hausse de presque 30 %. On note aussi des augmentations de taille dans l'équipement de télécommunication (+22,0 %).

Données stockées dans CANSIM: matrices 701 à 726, 728 à 735, 737 à 744, 748 à 750, 796, 797, 6520 à 6585 et 6597 à 6624.

Le numéro du quatrième trimestre de 1998 des *Comptes économiques et financiers nationaux: estimations trimestrielles* (13-001-XPB, 44 $ / 145 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Des tableaux détaillés de données trimestrielles non désaisonnalisées et désaisonnalisées sur les comptes nationaux des revenus et dépenses (13-001-PPB, 50 $ / 180 $), les comptes des flux financiers (13-014-PPB, 50 $ / 180 $) et les estimations du revenu du travail (13F0016XPB, 20 $ / 200 $), ainsi que des tableaux analytiques et graphiques supplémentaires, sont disponibles dès maintenant. On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes des revenus et dépenses, les comptes des flux financiers trimestriels et les estimations mensuelles du revenu du travail sur disquette dès 8 h 30 le jour de la diffusion. Les disquettes (13-001-XDB, 13-014-XDB et 13F0016XDB) sont aussi en vente, à prix réduit, sept jours après la parution officielle. Pour acheter ces produits, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au (613) 951-3810 (*iea-crd@statcan.ca*), Division des revenus et dépenses.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Divison des comptes des revenus et dépenses. □

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1995	1996	1997	1998	Deuxième trimestre de 1998	Troisième trimestre de 1998	Quatrième trimestre de 1998	Troisième au quatrième trimestre de 1998
					données désaisonnalisées au taux annuel			
	millions de $							var. en % au taux trimestriel
Rémunération des salariés[1]	418 981	429 092	449 442	466 654	466 216	467 192	471 276	0,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	75 572	73 684	83 458	79 010	78 644	77 832	80 052	2,9
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	6 895	6 507	6 736	7 276	7 368	7 700	7 964	3,4
Intérêts et revenus divers de placements	50 868	50 118	48 151	45 653	45 112	45 680	45 824	0,3
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 192	3 582	1 385	1 809	1 652	1 612	2 504	55,3
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	46 646	49 179	53 301	56 408	56 220	56 796	57 120	0,6
Ajustement de la valeur des stocks[2]	-2 364	-1 382	-1 638	-1 427	-788	-3 460	-3 028	432
Produit intérieur net au coût des facteurs	598 790	610 780	640 835	655 383	654 424	653 352	661 712	1,3
Impôts indirects moins subventions	107 113	110 882	115 762	119 730	120 396	120 524	120 244	-0,2
Provisions pour consommation de capital	100 858	105 706	110 418	114 963	114 392	114 964	116 172	1,1
Divergence statistique[2]	17	1 629	-763	-1 686	-1 672	-2 420	-844	1 576
Produit intérieur brut aux prix du marché	**806 778**	**828 997**	**866 252**	**888 390**	**887 540**	**886 420**	**897 284**	**1,2**

[1] *Y compris solde et indemnités militaires.*
[2] *Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.*

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1995	1996	1997	1998	Deuxième trimestre de 1998	Troisième trimestre de 1998	Quatrième trimestre de 1998	Troisième au quatrième trimestre de 1998
					données désaisonnalisées au taux annuel			
	millions de $ aux prix courants							var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	462 976	480 956	509 158	529 433	529 072	533 644	536 088	0,5
Biens durables	56 221	59 214	67 020	71 207	71 956	72 860	72 356	-0,7
Biens semi-durables	42 443	42 872	45 474	48 151	47 904	48 260	48 484	0,5
Biens non durables	115 156	119 053	123 180	125 226	125 128	126 044	126 184	0,1
Services	249 156	259 817	273 484	284 849	284 084	286 480	289 064	0,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	173 286	170 237	169 724	171 112	170 820	171 452	172 288	0,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	20 494	20 129	18 685	19 300	19 304	19 520	19 496	-0,1
Stocks des administrations publiques[1]	30	-2	5	-27	-28	-24	-20	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	116 062	124 267	143 184	149 735	150 232	149 632	151 996	1,6
Bâtiments résidentiels	36 185	39 745	45 228	45 156	45 508	44 328	45 060	1,7
Ouvrages non résidentiels	34 046	35 490	39 032	40 736	40 660	40 752	41 256	1,2
Machines et matériel	45 831	49 032	58 924	63 843	64 064	64 552	65 680	1,7
Investissement des entreprises en stocks[1]	8 809	2 034	8 672	5 393	9 020	-3 928	3 832	7 760
Non agricoles[1]	8 730	1 437	10 070	5 425	8 444	-3 108	3 720	6 828
Agricoles[1]	79	597	-1 398	-32	576	-820	112	932
Exportations de biens et services	302 264	321 000	344 146	368 883	359 656	369 160	388 396	5,2
Biens	264 751	279 703	301 104	323 398	314 376	323 908	341 596	5,5
Services	37 513	41 297	43 042	45 485	45 280	45 252	46 800	3,4
Moins: Importations de biens et services	277 127	287 996	328 084	357 124	352 208	355 452	375 636	5,7
Biens	229 941	237 819	276 847	303 983	298 824	303 256	321 688	6,1
Services	47 186	50 177	51 237	53 141	53 384	52 196	53 948	3,4
Divergence statistique[1]	-16	-1 628	762	1 685	1 672	2 416	844	-1 572
Produit intérieur brut aux prix du marché	**806 778**	**828 997**	**866 252**	**888 390**	**887 540**	**886 420**	**897 284**	**1,2**
Demande intérieure finale	772 818	795 589	840 751	869 580	869 428	874 248	879 868	0,6
	millions de $ aux prix de 1992							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	442 879	453 130	471 525	484 434	485 052	486 888	487 812	0,2
Biens durables	53 028	55 205	61 926	66 224	66 728	67 632	67 572	-0,1
Biens semi-durables	42 326	42 661	44 485	46 661	46 640	46 784	46 676	-0,2
Biens non durables	114 950	116 948	118 644	120 250	120 236	121 020	120 700	-0,3
Services	232 575	238 316	246 470	251 299	251 448	251 452	252 864	0,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	166 401	162 211	160 972	162 046	161 964	162 244	162 708	0,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	19 696	19 150	17 589	18 385	18 356	18 664	18 692	0,2
Stocks des administrations publiques[1]	29	-	4	-23	-24	-20	-16	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	109 827	118 897	135 719	141 287	142 048	141 428	142 816	1,0
Bâtiments résidentiels	34 096	37 567	42 229	41 547	41 920	40 856	41 100	0,6
Ouvrages non résidentiels	32 085	33 608	36 433	37 109	37 236	37 152	37 060	-0,2
Machines et matériel	43 646	47 722	57 057	62 631	62 892	63 420	64 656	1,9
Investissement des entreprises en stocks[1]	8 031	1 767	8 293	5 404	8 180	-2 188	4 528	6 716
Non agricoles[1]	7 593	1 207	8 711	4 805	7 424	-2 556	3 600	6 156
Agricoles[1]	438	560	-418	599	756	368	928	560
Exportations de biens et services	259 188	274 504	296 364	320 301	314 708	320 620	332 848	3,8
Biens	224 582	237 306	258 677	280 980	275 380	281 628	292 808	4,0
Services	34 606	37 198	37 687	39 321	39 328	38 992	40 040	2,7
Moins: Importations de biens et services	238 101	250 956	284 434	302 576	304 340	298 840	309 784	3,7
Biens	199 430	210 599	244 608	263 853	264 796	261 192	271 616	4,0
Services	38 671	40 357	39 826	38 723	39 544	37 648	38 168	1,4
Divergence statistique[1]	-37	-1 536	705	1 570	1 552	2 260	788	-1 472
Produit intérieur brut aux prix du marché	**767 913**	**777 167**	**806 737**	**830 828**	**827 496**	**831 056**	**840 392**	**1,1**
Demande intérieure finale	738 803	753 388	785 805	806 152	807 420	809 224	812 028	0,3

[1] *Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.*

\- *Néant ou zéro.*

Comptes nationaux, indices de prix et de volume

	1995	1996	1997	1998	Deuxième trimestre de 1998	Troisième trimestre de 1998	Quatrième trimestre de 1998	Troisième au quatrième trimestre de 1998
					données désaisonnalisées			
	indices implicites de prix (1992=100)							var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	104,5	106,1	108,0	109,3	109,1	109,6	109,9	0,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	104,1	104,9	105,4	105,6	105,5	105,7	105,9	0,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,1	105,1	106,2	105,0	105,2	104,6	104,3	-0,3
Formation brute de capital fixe des entreprises	105,7	104,5	105,5	106,0	105,8	105,8	106,4	0,6
Exportations de biens et services	116,6	116,9	116,1	115,2	114,3	115,1	116,7	1,4
Importations de biens et services	116,4	114,8	115,3	118,0	115,7	118,9	121,3	2,0
Produit intérieur brut	**105,1**	**106,7**	**107,4**	**106,9**	**107,3**	**106,7**	**106,8**	**0,1**
Demande intérieure finale	104,6	105,6	107,0	107,9	107,7	108,0	108,4	0,4
	indices de prix en chaîne (1992=100)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	104,8	106,4	108,1	109,7	109,4	110,0	110,3	0,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	104,4	105,4	105,9	106,1	105,9	106,1	106,2	0,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,8	107,1	108,4	108,4	108,1	108,4	108,9	0,5
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,3	106,2	107,2	109,0	108,3	109,6	110,5	0,9
Exportations de biens et services	118,1	118,6	118,5	118,9	120,1	121,9	121,7	-0,2
Importations de biens et services	117,7	117,0	118,4	122,9	120,8	124,9	127,1	1,8
Produit intérieur brut	**105,2**	**106,8**	**107,6**	**107,5**	**108,3**	**108,1**	**107,7**	**-0,4**
Demande intérieure finale	104,9	106,1	107,5	108,7	108,4	109,1	109,5	0,4
	indices de volume en chaîne Fisher (1992=100)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	107,0	109,6	114,2	117,2	117,3	117,7	117,9	0,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	98,2	95,6	94,9	95,5	95,5	95,7	96,0	0,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,0	100,0	91,9	95,1	95,4	96,3	95,7	-0,6
Formation brute de capital fixe des entreprises	101,1	108,6	123,9	127,2	128,3	126,5	127,4	0,6
Exportations de biens et services	135,2	143,0	153,4	163,6	160,3	162,1	170,5	5,2
Importations de biens et services	123,0	128,9	145,3	152,8	153,6	149,9	155,8	3,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	**109,8**	**111,2**	**115,3**	**118,2**	**118,0**	**118,1**	**119,9**	**1,5**
Demande intérieure finale	104,0	105,9	110,5	113,0	113,2	113,3	113,5	0,2

\- *Néant ou zéro*

Tableau sommaire du marché financier

	1995	1996	1997	1998	Deuxième trimestre de 1998	Troisième trimestre de 1998	Quatrième trimestre de 1998	Troisième au quatrième trimestre de 1998
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de $							variation
Particuliers et entreprises individuelles	**24 984**	**30 384**	**33 283**	**36 874**	**42 024**	**35 852**	**33 792**	**-2 060**
Financement								
Crédit à la consommation	6 718	7 265	9 429	9 028	9 768	8 792	8 984	192
Emprunts bancaires	973	1 169	857	3 668	5 524	2 392	3 068	676
Autres emprunts	3 780	4 740	4 814	7 183	8 564	7 684	5 292	-2 392
Hypothèques	13 513	17 210	18 183	16 995	18 168	16 984	16 448	-536
Sociétés privées non financières	**25 943**	**32 871**	**52 868**	**66 209**	**61 172**	**67 488**	**78 328**	**10 840**
Financement								
Emprunts bancaires	1 980	-1 044	5 882	7 968	6 924	5 164	11 248	6 084
Autres emprunts	2 072	2 965	4 390	5 150	3 636	-1 828	9 168	10 996
Autres effets à court terme	2 041	3 624	5 086	7 012	6 700	4 800	6 576	1 776
Hypothèques	-1 707	386	1 048	4 124	3 048	4 096	4 320	224
Obligations	11 212	6 514	13 433	13 816	21 212	17 372	11 108	-6 264
Actions	10 345	20 426	23 029	28 139	19 652	37 884	35 908	-1 976
Entreprises publiques non financières	**-1 818**	**-2 847**	**-1 701**	**-1 115**	**-652**	**-4 500**	**1 780**	**6 280**
Financement								
Emprunts bancaires	-825	-726	-590	168	840	576	-1 264	-1 840
Autres emprunts	-477	343	-158	-248	-340	-904	1 004	1 908
Autres effets à court terme	-66	994	1 898	-492	-5 496	264	3 028	2 764
Hypothèques	-6	-2	-	-	-	-	-	-
Obligations	-1 472	-3 455	-2 850	-543	4 140	-4 376	-804	3 572
Actions	1 028	-1	-1	-	204	-60	-184	-124
Administration fédérale	**25 348**	**12 389**	**-6 565**	**-12 170**	**-12 108**	**-10 972**	**-10 732**	**240**
Financement								
Emprunts bancaires	-79	-7	-10	-7	-12	-4	-4	-
Autres emprunts	-	27	-18	-	-	4	4	-
Effets à court terme - Canada	-892	-20 777	-25 040	-19 973	-25 580	-14 676	-15 544	-868
Obligations d'épargne du Canada	-1 152	2 031	-3 103	-2 957	-3 428	-1 760	-5 808	-4 048
Obligations négociables	27 471	31 115	21 606	10 767	16 912	5 464	10 620	5 156
Autres paliers d'administration publique	**16 817**	**7 814**	**5 371**	**8 734**	**5 124**	**11 016**	**4 656**	**-6 360**
Financement								
Emprunts bancaires	172	-106	145	155	1 072	1 376	-1 304	-2 680
Autres emprunts	1 024	354	244	314	436	272	320	48
Autres effets à court terme	-1 504	-889	-1 734	1 099	1 652	2 792	-3 080	-5 872
Hypothèques	276	93	-20	-	-	-8	-16	-8
Obligations provinciales	16 494	7 910	6 354	7 345	2 428	6 252	9 288	3 036
Obligations municipales	420	537	336	-483	-472	260	-1 512	-1 772
Autres obligations	-65	-85	46	304	8	72	960	888
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	**91 274**	**80 611**	**83 256**	**98 532**	**95 560**	**98 884**	**107 824**	**8 940**
Crédit à la consommation	6 718	7 265	9 429	9 028	9 768	8 792	8 984	192
Emprunts bancaires	2 221	-714	6 284	11 952	14 348	9 504	11 744	2 240
Autres emprunts	6 399	8 429	9 272	12 399	12 296	5 228	15 788	10 560
Effets à court terme - Canada	-892	-20 777	-25 040	-19 973	-25 580	-14 676	-15 544	-868
Autres effets à court terme	471	3 729	5 250	7 619	2 856	7 856	6 524	-1 332
Hypothèques	12 076	17 687	19 211	21 119	21 216	21 072	20 752	-320
Obligations	52 908	44 567	35 822	28 249	40 800	23 284	23 852	568
Actions	11 373	20 425	23 028	28 139	19 856	37 824	35 724	-2 100

\- *Néant ou zéro.*

■

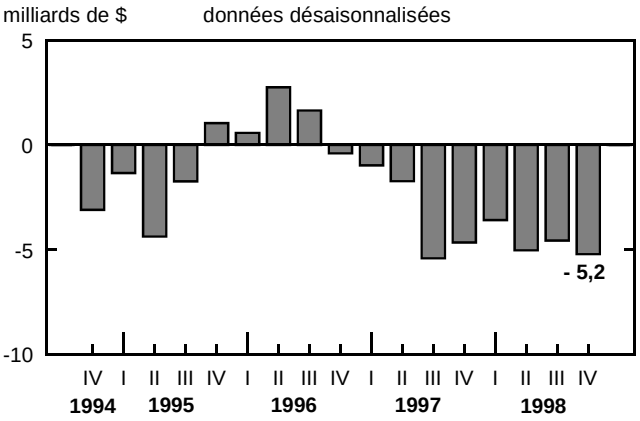
Balance des paiements internationaux du Canada

1998 et quatrième trimestre de 1998

Au quatrième trimestre de 1998, le déficit désaisonnalisé du compte courant du Canada s'est accru de 0,6 milliard de dollars, pour s'établir à 5,2 milliards de dollars. Pour l'ensemble de 1998, il s'établit à 18,4 milliards de dollars. Le niveau du déficit a oscillé autour de 4,5 milliards de dollars depuis le deuxième trimestre de 1997. L'augmentation du déficit enregistrée au quatrième trimestre est attribuable principalement à la hausse des gains versés par les firmes canadiennes à leurs sociétés mères étrangères et à la diminution de l'excédent au chapitre des biens, qui s'explique par une croissance plus forte des importations que des exportations.

Dans le compte financier (qui n'est pas désaisonnalisé), l'actif des Canadiens à l'étranger a augmenté, ceux-ci continuant d'accumuler des sommes considérables en avoirs étrangers sous forme de placements de portefeuille et d'investissements directs. De plus, les réserves internationales du Canada se sont accrues, la valeur du dollar canadien se maintenant vis-à-vis de la plupart des devises étrangères. Le passif des Canadiens a également augmenté, les investisseurs étrangers augmentant leurs avoirs en obligations et en actions canadiennes ainsi qu'en instruments du marché monétaire canadien. Enfin, bien qu'ils soient demeurés élevés, les investissements directs des étrangers ont diminué de 3 milliards de dollars par rapport au troisième trimestre.

Solde du compte courant



Note aux lecteurs

Un déficit du compte courant signifie que les résidents canadiens ont dépensé plus à l'étranger qu'ils ont obtenu des non-résidents pour les biens, les services, les revenus de placements et les transferts. En d'autres mots, les paiements sont supérieurs aux recettes, ce qui produit un manque à gagner (présenté avec un signe négatif).

Pour les transactions financières, le signe négatif représente une augmentation de l'actif canadien ou une diminution du passif canadien, et l'opposé pour un signe positif. Cette convention simplifie les entrées comptables: débit (augmentation de l'actif / diminution du passif) et crédit (diminution de l'actif / augmentation du passif).

Il devrait être noté également que les transactions du compte financier sont présentées sur une base nette. Par exemple, les avances sur les prêts sont mis sur une base nette face aux remboursements de ces prêts.

Compte courant

Augmentation des paiements aux investisseurs étrangers

Le déficit en ce qui a trait aux revenus de placement a atteint 8,5 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 0,5 milliard, par suite des bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers au Canada. Les gains marqués dans le secteur de l'automobile ont contribué à accroître les gains réalisés sur les investissements directs et ont plus que compensé pour la réduction des bénéfices dans le secteur des finances et des assurances.

Baisse de l'excédent au chapitre des biens imputable à une hausse des importations

Au dernier trimestre de 1998, l'excédent du Canada au chapitre des biens a reculé de 0,2 milliard de dollars pour s'établir à 5,0 milliards de dollars. Ce recul fait suite à la hausse de 4,6 milliards de dollars des importations, lesquelles ont totalisé 80,4 milliards de dollars et ont été dominées par les importations de produits automobiles (principalement des pièces), bien que des niveaux records aient été atteints dans toutes les principales catégories d'importations, à l'exception des produits énergétiques.

Les exportations ont atteint 85,4 milliards de dollars, en hausse de 4,4 milliards. Dans le cas des exportations, les gains ont été réalisés presque exclusivement dans le secteur des produits automobiles, lequel s'est redressé après les arrêts de production durant l'été. La diminution des exportations d'énergie, combinée au faible recul des exportations de machines et de matériel (la première baisse en plus de

trois ans), ont partiellement neutralisé l'accroissement des ventes de produits automobiles à l'étranger.

La baisse de l'excédent au chapitre des biens résulte principalement du commerce avec les États-Unis et l'Europe; celle-ci a été partiellement neutralisée par la hausse des exportations vers les pays non membres de l'OCDE et la baisse des importations en provenance du Japon.

Compte capital et financier

Les placements de portefeuille et les investissements directs des Canadiens à l'étranger se maintiennent à des niveaux très élevés

Au quatrième trimestre, les investisseurs canadiens ont poursuivi leurs fortes acquisitions de titres étrangers, investissant 8,5 milliards de dollars. Au cours des trois derniers mois de 1998, les acquisitions ont été réparties également entre les obligations et les actions. Les achats d'obligations ont été effectués principalement dans les titres d'emprunt américains.

Les entreprises canadiennes ont effectué des investissements directs d'un montant appréciable de 9,7 milliards de dollars au quatrième trimestre, ne représentant cependant qu'environ 60 % des investissements records du troisième trimestre. Les deux tiers de ces investissements ont servi à l'acquisition d'entreprises existantes, pour la plupart situées aux États-Unis.

Les investissements étrangers en titres canadiens demeurent substantiels

Les investisseurs étrangers ont fait l'acquisition d'obligations et d'actions canadiennes, ainsi que d'instruments du marché monétaire canadien, pour une valeur totalisant 9,3 milliards de dollars; il s'agit du montant le plus élevé en cinq trimestres. La majeure partie de cette somme a été investie dans des obligations, les sociétés et le gouvernement fédéral ayant tous deux investi (pour accroître leurs réserves) des sommes appréciables sur les marchés étrangers.

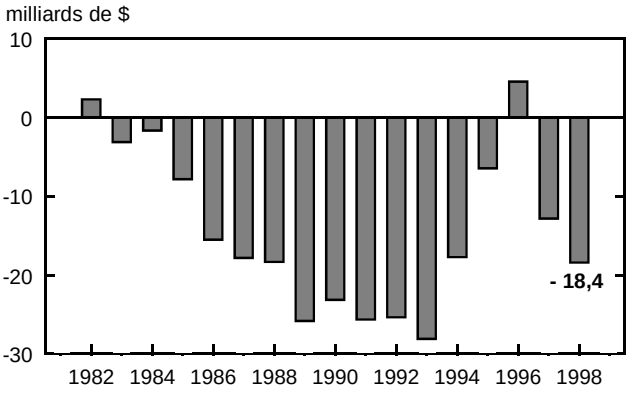
Tout comme au troisième trimestre, l'augmentation des avoirs étrangers en actions canadiennes (2,9 milliards de dollars) l'a été entièrement dans de nouvelles actions de trésorerie des sociétés, ces opérations s'inscrivant dans les investissements directs des entreprises américaines. En fait, les investisseurs étrangers ont continué à se départir d'actions canadiennes, bien que dans une proportion bien inférieure au trimestre précédent. Au cours du trimestre, les non-résidents ont également acheté une faible quantité d'instruments du marché monétaire, principalement des billets de trésorerie.

Résultats annuels

Compte courant

En 1998, les résidents canadiens ont continué de dépenser davantage à l'étranger qu'ils n'y ont gagné en biens, services, revenus de placement et transferts. Le déficit s'est ainsi accru à 18,4 milliards de dollars en 1998, en hausse de 5,6 milliards de dollars par rapport à 1997, se rapprochant ainsi des valeurs historiques à la suite de l'excédent exceptionnel de 4,5 milliards de dollars enregistré en 1996. Les résultats obtenus en 1998 s'expliquent en grande partie par la baisse de l'excédent en ce qui a trait aux biens et aussi, dans une moindre mesure, par la hausse des paiements d'intérêt sur les titres des sociétés libellés en devises étrangères.

Solde du compte courant, annuel



Nouveau recul de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent pour ce qui est des biens, qui s'établit à 19,4 milliards de dollars, est en baisse par rapport à 1997 et représente moins de la moitié du sommet de tous les temps atteint il y a deux ans (41,9 milliards de dollars). La réduction de la balance du commerce des biens en 1998 témoigne du fait que, pour la première fois, le Canada n'a pas enregistré d'excédent au chapitre des produits industriels de base; à cela est venu s'ajouter un déficit plus élevé pour divers produits de consommation. L'excédent sur dix ans pour ce qui est des produits automobiles s'est accru

considérablement, et ce malgré les arrêts de production durant l'été.

Ces résultats de la balance commerciale s'expliquent du fait que, même si les importations et les exportations tendent tous deux vers de nouveaux sommets, la hausse des importations a été supérieure à celle des exportations. Des gains ont ainsi été réalisés dans presque tous les secteurs d'importation, à l'exception du pétrole brut. Les importations de machines et de matériel viennent en tête de liste, suivies des produits automobiles, des produits industriels et des biens de consommation. Les gains pour ce qui est des exportations ont été observés dans les mêmes groupes de produits, et essentiellement dans le même ordre; pour leur part, les exportations de produits du pétrole brut et raffiné ont diminué.

Alors que les négociants canadiens ont accru leur excédent avec les États-Unis et réduit leur déficit avec le Royaume-Uni en 1998, ils ont essuyé un déficit beaucoup plus élevé avec les pays non membres de l'OCDE; ils ont vu également disparaître l'excédent annuel avec le Japon.

La hausse des paiements d'intérêt reflète la baisse du dollar canadien

En 1998, le déficit quant aux revenus de placement s'est accru pour atteindre 30,2 milliards de dollars et s'est ainsi rapproché du sommet atteint en 1995. Cette hausse est imputable principalement aux paiements d'intérêt records versés sur les titres de sociétés détenus par les non-résidents; ces titres étant pour la plupart libellés en devises étrangères, la dévaluation du dollar canadien en 1998 n'a fait qu'augmenter le montant des paiements. Des bénéfices légèrement moindres réalisés sur les investissements directs des Canadiens à l'étranger ont également contribué à l'accroissement du déficit quant aux revenus de placement en 1998.

La baisse du déficit au poste des voyages compense pour la détérioration des autres postes des services

Le déficit global pour ce qui est des opérations portant sur des services a légèrement diminué en 1998, pour s'établir à 8,4 milliards de dollars, par suite de la réduction substantielle des paiements nets au chapitre des voyages. Le déficit au poste des voyages a ainsi reculé de presque la moitié pour atteindre 1,9 milliard de dollars, son plus bas niveau depuis 1987. Cette réduction du déficit au poste des voyages reflète en partie les fluctuations dans la valeur relative du dollar canadien. Ainsi, les Américains ont augmenté de 25 % leurs dépenses de voyage au Canada, alors que les Canadiens ont réduit les leurs de 3 % aux États-Unis. La baisse du dollar canadien n'a cependant pas empêché les Canadiens de dépenser davantage dans les pays d'outre-mer, ni encouragé les visiteurs étrangers à dépenser davantage au Canada, ces dépenses ayant diminué pour une deuxième année consécutive.

La réduction du déficit au poste des voyages a suffi à compenser l'accroissement des déficits dans les services de transport (principalement maritime) et les services commerciaux (déficit dû principalement à la hausse des déficits pour ce qui est des services de gestion, des services audiovisuels et des redevances ainsi qu'à la diminution des excédents pour ce qui est des services informatiques, des services d'information et des services techniques).

Compte capital et financier

Investissement record dans les titres étrangers par les Canadiens

Les Canadiens ont investi des sommes records dans les titres étrangers, leurs investissements ayant atteint le sommet de 22 milliards de dollars en 1998. Les achats d'actions étrangères ont totalisé la somme appréciable de 14,9 milliards de dollars en 1998; il s'agit du deuxième niveau le plus élevé jamais réalisé, après le sommet de 16,6 milliards de dollars atteint en 1996. Les actions américaines ont représenté les deux tiers des achats faits en 1998, ce qui contraste avec les placements, principalement en titres d'outre-mer, observés durant les dernières années. Pour une quatrième année consécutive, les investisseurs canadiens ont accru leurs avoirs en obligations étrangères; les investissements records en 1998 (7,1 milliards de dollars) ont été dirigés principalement dans des obligations émises par des sociétés américaines et le gouvernement américain.

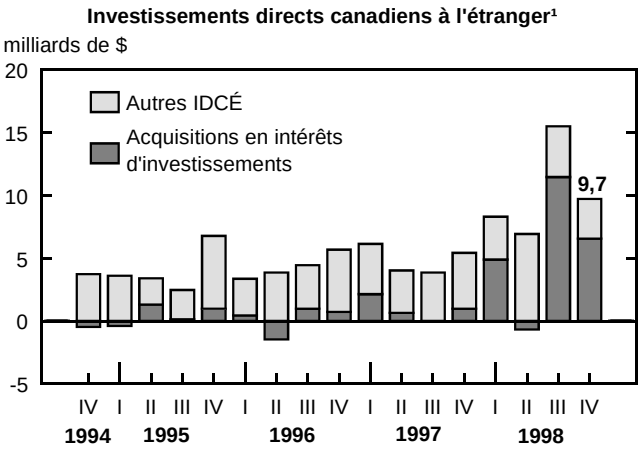
Les investissements directs des entreprises canadiennes à l'étranger atteignent un niveau record

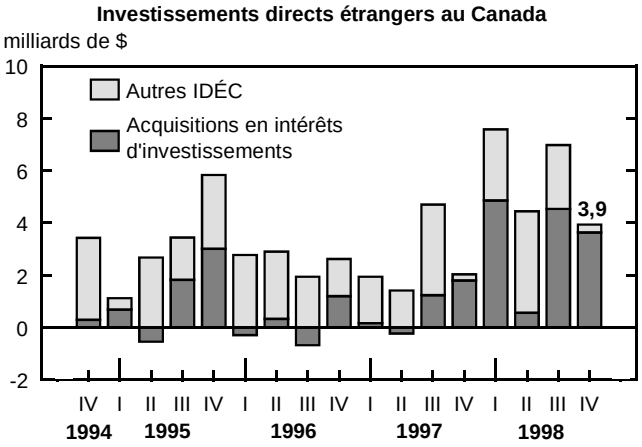
Les 39,8 milliards de dollars investis en 1998 représentent le double de l'ancien sommet atteint en 1997. Les investissements records ont été le résultat en grande partie des acquisitions faites aux États-Unis, principalement dans l'industrie de la haute technologie.

Les investissements directs au Canada par les sociétés étrangères atteignent eux aussi un nouveau sommet

Le niveau record des investissements directs au Canada par les sociétés étrangères en 1998 tient en grande partie aux acquisitions d'entreprises canadiennes, principalement par des investisseurs américains. L'entrée de quelque 23 milliards de dollars au Canada en 1998 est en hausse de 10 milliards de dollars par rapport au sommet précédent, atteint en 1995. Bien que significatif, ce montant ne représente toutefois qu'un peu plus de la moitié des investissements directs des Canadiens à l'étranger.

Investissements directs, trimestriels





1. Signes renversés de la balance des paiements.

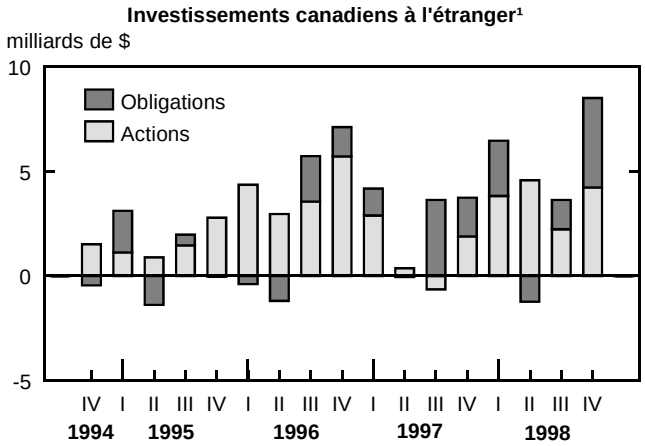
Les investisseurs étrangers poursuivent leurs achats de titres canadiens

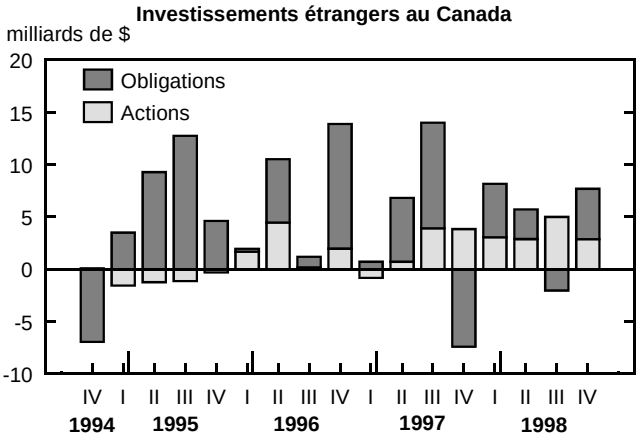
Les étrangers ont fortement investi dans les sociétés canadiennes, achetant des actions et des obligations canadiennes, ainsi que des instruments du marché monétaire canadien, pour une valeur totalisant 24,2 milliards de dollars. La hausse au poste des obligations est entièrement le résultat des nouvelles émissions des sociétés sur les marchés étrangers. Les non-résidents ont par contre écoulé des obligations du gouvernement, cette tendance étant en accord avec la réduction de la demande de fonds par les gouvernements au Canada.

Les investissements en actions canadiennes proviennent entièrement des nouvelles actions de trésorerie, qui s'inscrivent dans les investissements directs de deux grandes entreprises américaines. En fait, si l'on exclut ces émissions à fins spéciales, les investisseurs étrangers se sont départis de certains de leurs titres en 1998, après avoir fait des investissements considérables en 1996 et 1997.

À la clôture de l'exercice, les effets à court terme canadiens détenus par les investisseurs étrangers demeuraient largement inchangés par rapport à 1997. Alors qu'au début de 1998, le différentiel entre les bons du Trésor à court terme émis par le gouvernement fédéral était d'environ 100 points de base en faveur des investissements aux États-Unis, il s'établissait en fin d'exercice à 20 points de base, cette fois-ci en faveur des investissements au Canada.

Investissements de portefeuille, trimestriels





1. Signes renversés de la balance des paiements.

Fluctuation de l'avoir de réserve du Canada

L'avoir de réserve du Canada a fortement fluctué au cours de l'année, sous l'effet des fortes pressions à la baisse exercées sur le dollar canadien vis-à-vis des principales devises étrangères. Les réserves internationales officielles du Canada ont augmenté de 7,4 milliards de dollars, une hausse comparable à l'importante augmentation de 1996. L'augmentation des emprunts du gouvernement fédéral sur les marchés étrangers a financé cette hausse de l'avoir de réserve, comme ce fut le cas en 1996. Cette hausse a été affectée principalement à des dépôts et à des titres en devises étrangères, la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis des devises européennes ayant été plus forte que la dépréciation par rapport au dollar américain.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2325 à 2327, 2355, 2360 à 2377 et 3183.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Patrick O'Hagan, Division de la balance des paiements et des flux financiers, au (613) 951-1798. □

Balance des paiements

	Quatième trimestre de 1997	Premier trimestre de 1998	Deuxième trimestre de 1998	Troisième trimestre de 1998	Quatième trimestre de 1998	1997	1998
	données non désaisonnalisées						
	millions de $						
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	87 917	86 544	92 029	91 864	96 654	342 673	367 091
Biens	78 631	77 446	80 946	78 169	86 840	301 101	323 400
Services	9 286	9 099	11 083	13 695	9 814	41 572	43 691
Revenus de placements	7 768	7 934	7 962	6 994	7 527	29 722	30 416
Investissements directs	3 432	3 688	3 538	2 615	3 089	13 253	12 930
Investissements de portefeuille	875	893	934	923	914	3 397	3 663
Autres investissements	3 462	3 353	3 490	3 456	3 524	13 072	13 823
Transferts courants	1 131	1 388	1 103	1 143	1 351	4 828	4 985
Recettes du compte courant	96 816	95 867	101 095	100 000	105 531	377 223	402 492
Paiements							
Biens et services	85 109	87 152	90 334	85 859	92 771	327 162	356 116
Biens	73 344	73 569	77 277	72 817	80 321	276 846	303 984
Services	11 765	13 583	13 057	13 042	12 450	50 316	52 132
Revenus de placements	14 072	15 142	14 764	15 039	15 650	58 649	60 595
Investissements directs	3 106	3 973	3 717	3 898	4 306	15 962	15 894
Investissements de portefeuille	7 519	7 413	7 532	7 839	7 937	29 070	30 722
Autres investissements	3 447	3 755	3 515	3 302	3 407	13 617	13 979
Transferts courants	1 003	1 273	1 010	942	980	4 227	4 204
Paiements du compte courant	100 184	103 567	106 108	101 841	109 400	390 038	420 915
Soldes							
Biens et services	2 809	-608	1 695	6 005	3 883	15 511	10 975
Biens	5 288	3 877	3 669	5 352	6 519	24 255	19 416
Services	-2 479	-4 485	-1 974	653	-2 636	-8 744	-8 442
Revenus de placements	-6 304	-7 208	-6 802	-8 046	-8 123	-28 927	-30 179
Investissements directs	326	-285	-178	-1 283	-1 216	-2 709	-2 964
Investissements de portefeuille	-6 644	-6 521	-6 599	-6 917	-7 024	-25 673	-27 059
Autres investissements	14	-402	-25	154	117	-545	-156
Transferts courants	128	116	94	201	371	600	781
Solde du compte courant	-3 367	-7 700	-5 013	-1 840	-3 869	-12 815	-18 423
Compte capital et financier[1, 2]							
Compte capital	**1 545**	**1 170**	**1 346**	**1 461**	**1 115**	**7 609**	**5 092**
Compte financier	**10 675**	**12 903**	**-5 777**	**2 889**	**-4 017**	**12 261**	**5 998**
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-5 419	-8 301	-6 242	-15 495	-9 717	-19 426	-39 755
Investissements de portefeuille	-3 732	-6 462	-3 336	-3 627	-8 501	-11 192	-21 927
Obligations étrangères	-1 848	-2 637	1 235	-1 391	-4 276	-6 702	-7 068
Actions étrangères	-1 884	-3 826	-4 571	-2 236	-4 226	-4 491	-14 858
Autres investissements	-2 350	3 829	3 697	8 305	2 315	-21 088	18 146
Prêts	855	5 091	-1 944	-527	10 696	-21 134	13 316
Dépôts	-2 488	-2 247	1 500	6 594	-3 724	-2 788	2 124
Réserves internationales	2 921	-6 422	3 539	1 228	-5 775	3 388	-7 430
Autres actifs	-3 638	7 407	603	1 010	1 118	-554	10 137
Total de l'actif du Canada, flux nets	-11 501	-10 935	-5 880	-10 818	-15 903	-51 706	-43 536
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	2 033	7 578	4 447	6 975	3 938	9 876	22 936
Investissements de portefeuille	-11	7 850	1 891	5 255	9 253	18 743	24 249
Obligations canadiennes	-7 399	5 112	2 820	-2 038	4 806	9 507	10 700
Actions canadiennes	3 839	3 047	2 886	4 999	2 881	7 642	13 813
Effets du marché monétaire canadien	3 549	-308	-3 815	2 293	1 565	1 594	-264
Autres investissements	20 154	8 409	-6 234	1 478	-1 305	35 348	2 348
Emprunts	-3 665	915	4 881	-35	-1 988	-951	3 773
Dépôts	23 258	6 940	-11 694	842	660	34 109	-3 252
Autres passifs	561	554	579	671	23	2 190	1 827
Total du passif du Canada, flux nets	22 176	23 837	103	13 707	11 886	63 966	49 533
Total du compte capital et financier, flux net	**12 220**	**14 073**	**-4 432**	**4 350**	**-2 902**	**19 870**	**11 090**
Divergence statistique	-8 853	-6 373	9 445	-2 510	6 771	-7 054	7 333

[1] *Un signe négatif (-) indique une sortie de capital, résultant d'un accroissement des créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.*

[2] *Les transactions sont enregistrées sur une base nette.*

\- *Néant ou zéro.*

Compte courant

	Quatrième trimestre de 1997	Premier trimestre de 1998	Deuxième trimestre de 1998	Troisième trimestre de 1998	Quatrième trimestre de 1998	1997	1998
	données désaisonnalisées						
	millions de $						
Recettes							
Biens et services							
Biens	77 665	78 428	78 595	80 977	85 401	301 101	323 400
Services	10 604	10 766	10 841	10 850	11 234	41 572	43 691
Voyages	3 107	3 401	3 369	3 402	3 543	12 141	13 715
Transports	2 075	2 033	2 050	2 020	2 045	8 323	8 148
Services commerciaux	5 170	5 076	5 163	5 173	5 390	20 100	20 802
Services gouvernementaux	253	255	259	256	256	1 008	1 025
Total	88 269	89 194	89 436	91 827	96 634	342 673	367 091
Revenus de placements							
Investissements directs	3 422	3 562	3 213	2 956	3 200	13 253	12 930
Intérêts	96	105	105	101	98	391	408
Bénéfices	3 326	3 457	3 108	2 855	3 102	12 862	12 523
Investissements de portefeuille:	874	889	929	928	916	3 397	3 663
Intérêts	357	353	380	385	377	1 302	1 495
Dividendes	518	537	549	544	538	2 095	2 168
Autres investissements	3 415	3 463	3 549	3 371	3 440	13 072	13 823
Total	7 711	7 914	7 691	7 256	7 555	29 722	30 416
Transferts courants							
Privé	509	584	553	590	563	2 082	2 290
Officiel	603	792	544	593	766	2 746	2 695
Total	1 113	1 376	1 097	1 183	1 329	4 828	4 985
Total des recettes	97 093	98 484	98 224	100 266	105 518	377 223	402 492
Paiements							
Biens et services							
Biens	73 697	73 042	74 706	75 813	80 423	276 846	303 984
Services	12 597	13 037	13 075	12 789	13 231	50 316	52 132
Voyages	3 914	3 939	4 060	3 717	3 925	15 649	15 642
Transports	2 922	3 114	2 982	3 026	2 999	11 514	12 121
Services commerciaux	5 618	5 834	5 886	5 902	6 164	22 576	23 786
Services gouvernementaux	144	150	147	143	143	577	584
Total	86 294	86 079	87 781	88 602	93 654	327 162	356 116
Revenus de placements							
Investissements directs	3 484	3 666	3 379	4 110	4 739	15 962	15 894
Intérêts	373	393	394	395	395	1 500	1 576
Bénéfices	3 111	3 273	2 986	3 715	4 344	14 462	14 318
Investissements de portefeuille	7 521	7 412	7 535	7 841	7 934	29 070	30 722
Intérêts	7 196	7 100	7 224	7 530	7 625	27 827	29 480
Dividendes	325	312	310	311	309	1 243	1 242
Autres investissements	3 447	3 755	3 515	3 302	3 407	13 617	13 979
Total	14 452	14 833	14 429	15 252	16 080	58 649	60 595
Transferts courants							
Privés	474	500	497	488	492	1 834	1 976
Officiels	536	666	554	497	511	2 393	2 228
Total	1 010	1 166	1 050	985	1 003	4 227	4 204
Total des paiements	101 756	102 078	103 261	104 839	110 738	390 038	420 915
Soldes							
Biens et services							
Biens	3 968	5 386	3 889	5 164	4 978	24 255	19 416
Services	-1 993	-2 271	-2 234	-1 939	-1 998	-8 744	-8 442
Voyages	-807	-538	-691	-316	-382	-3 508	-1 927
Transports	-847	-1 080	-931	-1 006	-955	-3 191	-3 972
Services commerciaux	-448	-757	-723	-730	-773	-2 477	-2 984
Services gouvernementaux	109	105	112	112	112	431	442
Total	1 974	3 115	1 655	3 225	2 980	15 511	10 975
Revenus de placements							
Investissements directs	-62	-104	-166	-1 154	-1 540	-2 709	-2 964
Intérêts	-277	-288	-289	-294	-298	-1 109	-1 168
Bénéfices	215	184	122	-860	-1 242	-1 600	-1 795
Investissements de portefeuille	-6 646	-6 523	-6 606	-6 912	-7 019	-25 673	-27 059
Intérêts	-6 839	-6 748	-6 845	-7 145	-7 248	-26 525	-27 985
Dividendes	193	225	239	233	229	852	926
Autres investissements	-32	-292	34	70	33	-545	-156
Total	-6 741	-6 919	-6 738	-7 996	-8 525	-28 927	-30 179
Transferts courants							
Privés	35	84	56	102	70	248	314
Officiels	68	126	-9	96	256	352	468
Total	103	210	47	198	326	600	781
Compte courant	**-4 664**	**-3 594**	**-5 037**	**-4 574**	**-5 219**	**-12 815**	**-18 423**

■

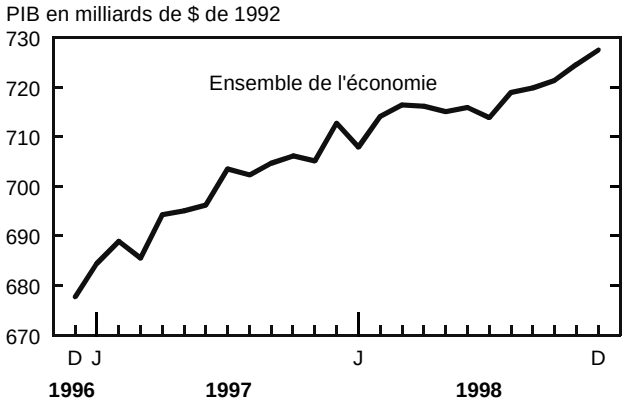
Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs

Décembre 1998

En décembre, le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une progression de 0,4 %, la cinquième hausse consécutive depuis l'accalmie survenue en milieu d'année. Cette vigueur de l'économie au cours des derniers mois de 1998 est en partie attribuable aux reprises qui ont suivi des grèves.

La forte demande provenant des États-Unis a entraîné une augmentation de l'activité dans les secteurs de la fabrication et du commerce de gros. La récente remontée dans le domaine de la construction et les gains observés dans certaines activités minières se sont également poursuivis en décembre, tandis que les travaux associés à la correction des problèmes reliés à l'an 2000 ont entraîné une forte activité de la branche des services informatiques. Par contre, les ventes au détail, qui stagnaient depuis le mois d'avril, ont enregistré un recul en décembre.

L'économie couronne l'année d'un gain solide



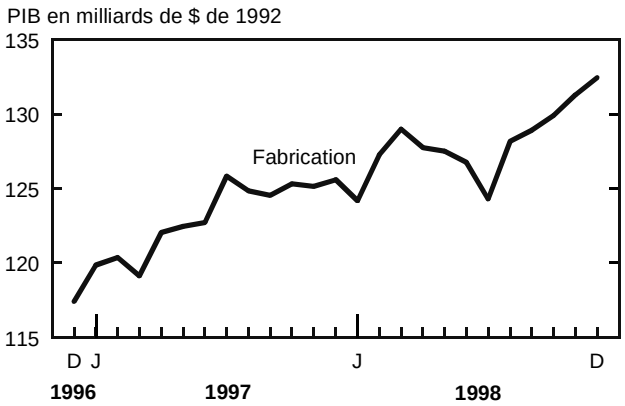
Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation d'intrants achetés auprès d'autres producteurs de produits et services. Les estimations fournies ici sont désaisonnalisées au taux annuel et évaluées aux prix de 1992.

en effet, 16 des 22 grands groupes industriels, qui effectuent plus des deux tiers de la production des usines, ont enregistré une hausse. Ces augmentations sont partiellement annulées par une baisse de la production de produits chimiques, de produits du bois et de produits électroniques.

La production de papier et de produits connexes a augmenté de 7,3 % en décembre. La production de papier journal a bondi de 12,8 % au cours du mois, alors que plusieurs usines dans l'est du Canada qui étaient fermées en raison d'une grève ont repris la pleine production, entraînant une diminution du prix du papier journal.

La fin de la grève dans le papier journal et une demande américaine stable ont stimulé les fabricants



Le secteur de la fabrication soutenu par les pâtes et papiers et la production automobile élevée

Après quatre mois d'expansion, les fabricants ont signalé une autre augmentation importante de la production (+0,9 %) en décembre. Tout comme au cours des derniers mois, ce sont les industries ayant une forte orientation vers les marchés des États-Unis qui ont déclaré les gains les plus importants, notamment le secteur des pâtes et papiers, celui de l'automobile et les fabricants de produits de la première transformation des métaux. L'augmentation globale de la production en décembre est générale;

En décembre, les fabricants de matériel de transport ont augmenté la production de 1,6 %. La production de véhicules automobiles et de pièces a augmenté de 1,5 % au cours du mois. Cette augmentation s'ajoutait à des niveaux déjà élevés, et ce grâce à une forte demande des consommateurs des États-Unis à l'égard de modèles construits au Canada, qui toutefois s'est avérée légèrement inférieure au niveau observé en novembre. Les stocks des concessionnaires chez nos voisins du Sud restaient bas à la fin de l'année, malgré les efforts déployés par les producteurs pour les reconstituer. La production

du secteur du matériel ferroviaire roulant a également enregistré une forte hausse en décembre, à la suite de l'exécution de plusieurs contrats importants.

La production de produits de la première transformation des métaux a augmenté de 2,4 % en décembre. Ce sont les fonderies de fer qui ont accru le plus la production, en raison d'une forte demande reliée au secteur de l'automobile. Les fabricants d'acier laminé, de tuyaux et de tubes en acier et d'aluminium laminé ont également augmenté leur production.

En décembre, la production de produits chimiques a diminué de 1,5 %. Le recul global a été dominé par la baisse de la production de produits pharmaceutiques, qui est venue effacer en partie les hausses des cinq derniers mois dans cette industrie.

En décembre, la production de produits du bois a chuté de 2,6 %. Cette diminution survient malgré une forte demande provenant des États-Unis où le boum que connaît le secteur de la construction a entraîné une forte augmentation de la demande de produits du bois canadiens. Plusieurs scieries avaient écoulé avant la fin de décembre leurs quotas permis en vertu de l'accord canado-américain portant sur les bois résineux et ont dû limiter leurs livraisons afin d'éviter des tarifs à l'exportation punitifs.

La production de produits électriques et électroniques a fléchi de 0,4 % en décembre, alors que les fabricants de matériel de télécommunications ont limité la production à la fin de l'année. Cette diminution coïncide avec une forte baisse des exportations de ces produits. Ce recul est partiellement compensé par une augmentation enregistrée dans l'industrie du matériel informatique et périphérique, la première en quatre mois. Une restructuration de la branche avait entraîné des baisses au cours des trois mois précédents.

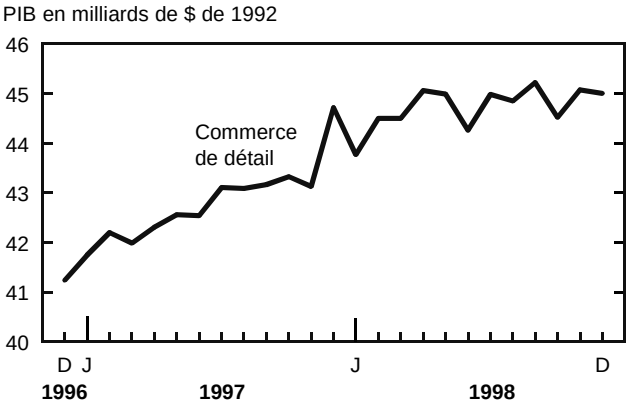
Reprise chez les grossistes grâce à une augmentation des ventes d'automobiles

L'activité du commerce de gros a progressé de 0,7 %, grâce à des exportations d'automobiles plus fortes. Cette onzième augmentation d'affilée constitue pour les grossistes une hausse de 7,3 % en 1998 par rapport à l'année précédente. Les distributeurs de machinerie non agricole et d'autres biens ont également enregistré une croissance de leurs activités en décembre, tandis que les revendeurs d'ordinateurs et de logiciels observaient une diminution de leur chiffre d'affaires.

Mois de décembre décevant pour les détaillants

La demande toujours lente de la part des consommateurs en décembre s'est traduite par une diminution de 0,1 % de l'activité au détail. Les résultats du dernier mois sont mitigés, les magasins de produits alimentaires et de vêtements observant une diminution de leurs ventes, tandis que les stations-service, les détaillants de pièces d'automobiles et les grands magasins profitaient d'une augmentation de l'achalandage. Cependant, les concessionnaires d'automobiles ont enregistré une augmentation minime de leurs ventes, la diminution des ventes de véhicules neufs étant compensée par une hausse globale de leurs activités en ce qui a trait aux voitures d'occasion, aux pièces, à la location et à la réparation.

L'activité au détail continue d'être terne



Les ventes au détail sont demeurées stagnantes depuis avril 1998. Cette absence de toute tendance à la hausse est partiellement attribuable à un ralentissement des ventes de véhicules et à un plafonnement général de l'activité dans un certain nombre de secteurs, tout particulièrement les grands magasins.

La remontée dans le secteur de la construction se poursuit

L'ensemble des activités de construction a progressé de 0,6 % en décembre, grâce à la reprise continue de l'activité dans le domaine de la construction résidentielle à la suite du ralentissement enregistré au cours de l'été en raison des grèves. Bien que cette dernière hausse constitue la quatrième augmentation en cinq mois, l'ensemble des activités de construction

était tout de même inférieur de 2,5 % au sommet atteint en février 1998.

Les constructeurs de maisons ont connu un bon mois, augmentant la production de 0,7 %, ce qui constitue une cinquième hausse consécutive. Quoi qu'il en soit, on a enregistré une baisse de 1,0 % en 1998, reflétant une demande plus faible dans le domaine du logement. (Les mises en chantier en 1998 ont été de 6,6 % inférieures aux niveaux de l'année précédente.) La construction non résidentielle a progressé de 0,6 % au cours du mois, mettant fin seulement en partie aux fortes diminutions des deux mois précédents.

La production de diamants et les activités de forage font progresser une fois de plus un secteur des mines faible

L'ensemble des activités dans le secteur des mines a augmenté de 0,7 % en décembre grâce à la fermeté isolée de l'exploration diamantifère ainsi que pétrolière et gazière. L'exploitation des gisements diamantifères a connu une expansion considérable depuis son lancement en octobre 1998, entraînant à la hausse le sous-groupe plus grand de la production minière non métallique, malgré un ralentissement de la production de sel et de potasse. Sinon, le secteur des mines est déprimé, le prix des matières premières restant bas.

Autres secteurs

Les secteurs financiers ont enregistré une hausse grâce à une augmentation des activités des banques et autres institutions financières. Le secteur des services aux entreprises a connu un rythme soutenu dû à l'activité accrue des entreprises de services informatiques consacrées à des projets reliés au problème de l'an 2000, de même qu'à l'augmentation pour un quatrième mois d'affilée des services divers aux entreprises. L'activité dans le secteur du transport aérien a diminué quelque peu en décembre, mais est tout de même demeurée à des niveaux élevés suite à la grève des pilotes en septembre. L'accroissement des livraisons de produits automobiles a stimulé l'activité pour les transporteurs routiers et ferroviaires.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4677 à 4681.

Le numéro de décembre 1998 de *Produit intérieur brut par industrie* (15-001-XPB, 15 $ / 145 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (*evanric@statcan.ca*). Pour des renseignements concernant l'achat de données, communiquez avec Kim Lauzon en composant sans frais le 1 800 877-4623 (*lauzonk@statcan.ca*), Division des mesures et de l'analyse des industries. □

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1992

	Juill. 1998[r]	Août 1998[r]	Sept. 1998[r]	Oct. 1998[r]	Nov. 1998[r]	Déc. 1998[p]	Nov. à déc. 1998	Déc. 1998	Déc. 1997 à déc. 1998
	données désaisonnalisées								
	variation mensuelle en %						var. en $[1]	niveau en $[1]	var. en %
Ensemble de l'économie	**-0,3**	**0,7**	**0,1**	**0,2**	**0,4**	**0,4**	**2 967**	**727 546**	**2,1**
Industries de biens	**-1,4**	**1,8**	**-0,1**	**-0,1**	**0,7**	**0,7**	**1 673**	**239 185**	**1,6**
Agriculture	0,4	-0,1	-0,8	-0,4	0,1	0,3	39	11 891	-0,1
Pêche et piégeage	-2,4	-8,0	-0,1	-3,6	-7,0	6,0	36	634	-6,8
Exploitation forestière	2,7	3,2	-2,8	3,1	0,2	-1,6	-78	4 654	-4,3
Mines, carrières et puits de pétrole	-1,1	-0,8	-1,1	-3,0	0,9	0,7	181	26 844	-7,3
Industries manufacturières	-1,9	3,1	0,6	0,8	1,1	0,9	1 175	132 464	5,5
Construction	-1,2	0,6	0,4	-0,2	0,1	0,6	238	38 686	-0,7
Autres industries de services publics	-0,3	1,3	-2,6	-2,0	-0,1	0,3	82	24 012	-2,0
Industries de services	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,4**	**0,3**	**0,3**	**1 294**	**488 361**	**2,3**
Transport et entreposage	-0,9	0,9	-0,9	2,6	-0,1	0,2	66	32 791	-0,2
Communications	0,6	1,6	1,4	1,1	1,0	0,3	76	25 146	8,9
Commerce de gros	1,0	0,3	1,4	1,1	0,2	0,7	294	44 039	6,3
Commerce de détail	1,6	-0,3	0,8	-1,5	1,2	-0,1	-65	45 001	0,6
Intermédiaires financiers et assurances	-0,2	0,1	0,1	-0,2	0,1	1,0	387	40 341	2,0
Services immobiliers et d'assurances	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,2	0,2	134	79 387	1,9
Services aux entreprises	0,2	0,7	0,5	0,4	1,1	0,9	388	42 496	7,5
Services gouvernementaux	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	29	42 875	0,3
Services d'enseignement	-0,2	-0,9	-0,6	1,6	-0,1	-0,2	-63	40 046	-0,7
Services de soins de santé et sociaux	0,0	0,3	0,2	0,1	-0,2	0,2	89	48 509	0,5
Hébergement et restauration	0,4	-0,5	-0,7	1,7	1,0	-0,2	-35	18 906	2,0
Autres industries de services	0,1	0,2	0,4	0,0	-0,1	0,0	-6	28 824	1,8
Autres agrégations									
Production industrielle	-1,6	2,3	-0,1	-0,2	0,9	0,8	1 438	183 320	2,4
Biens manufacturés, non durables	-1,0	1,4	0,2	0,0	0,5	1,1	648	57 773	3,7
Biens manufacturés, durables	-2,7	4,6	0,9	1,3	1,5	0,7	527	74 691	6,9
Secteur des entreprises	-0,3	0,9	0,2	0,2	0,5	0,5	2 956	601 531	2,5
Secteur non commercial	0,0	-0,2	-0,1	0,5	0,1	0,0	11	126 015	0,1

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *En millions de dollars, au taux annuel.*

■

NOUVELLES PARUTIONS

Communications, statistiques de la télédistribution, 1997, vol. 28, nº 3
Numéro au catalogue: 56-001-XIB
(Canada: 10$/32$; à l'extérieur du Canada: 10$US/32$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPF, Canada 16$; à l'extérieur du Canada: 16$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Pour commander les publications par téléphone:

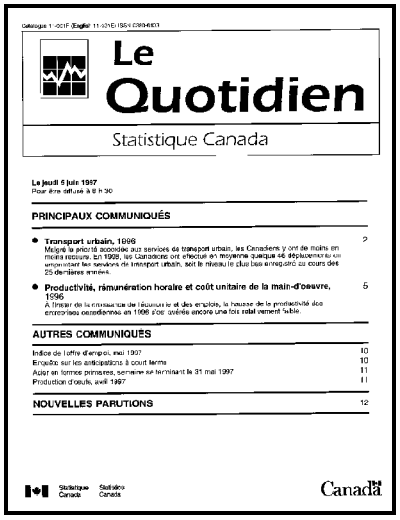
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 800 889-9734**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca),* sous les rubriques *Produits et services, Publications téléchargeables.*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Sandra Duchesne (613) 951-1187, duchsan@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.